

# Sánchez nouveau Premier ministre

- Le Premier ministre conservateur Mariano Rajoy a été renversé vendredi par le Parlement.
- Le socialiste Pedro Sánchez a réussi son coup de poker pour s'installer à la tête du gouvernement
- Mais le chef de l'exécutif le plus minoritaire que l'Espagne ait jamais connu aura du mal à gouverner.

Paco Audijs  
Correspondant à Madrid

**P**edro Sánchez va prêter serment ce samedi comme nouveau Premier ministre d'Espagne. Sánchez a promis d'exercer "avec modestie" et "volonté de consensus". Le PSOE (2<sup>e</sup> force parlementaire), son parti, ne compte que 84 députés. Sánchez est conscient de ses faiblesses et il sait que sur les 180 voix obtenues en faveur de la motion de défiance contre Mariano Rajoy, 96 viennent de sept autres familles politiques très différentes, allant de Podemos (gauche alternative, 67 députés), aux forces régionalistes de Valence ou des îles Canaries (29 élus), en passant par les partis souverainistes catalans et basques. Un puzzle compliqué.

Devant cette tâche ardue, Sánchez a vite annoncé qu'il va "se consacrer [à son travail] avec détermination". Il en aura besoin parce que le nouveau Premier ministre n'ignore pas que le Parti populaire (PP, droite) conserve la majorité absolue au Sénat. Et le PP peut utiliser cette majorité de sénateurs pour retarder les initiatives du nouveau cabinet. Sans oublier que le même PP contrôle toujours la présidence de la chambre basse. En outre, dans cette chambre, la gauche est en minorité au sein du comité de coordination des groupes parlementaires. C'est l'organe décisif à l'heure d'organiser l'agenda de la chambre et le calendrier des travaux des législateurs.

## La chute inattendue de Rajoy

Quelques dirigeants du PSOE le reconnaissent, quand ils se sont décidés, la semaine dernière, à présenter leur motion pour déloger Rajoy, leur chef n'avait pas vraiment prévu qu'ils réussiraient. Demain, il devra former rapidement un gouvernement où ses alliés de Podemos suggèrent qu'ils devraient aussi être présents. Mais Sánchez préférera éviter cette "ouverture" parce que Podemos continue à être estampillé "force anti-système" par certains dirigeants économiques.

Sánchez demandera le soutien de Podemos en essayant

de les laisser à l'écart de son noyau dur. Au milieu de ce labyrinthe, Pedro Sánchez a déjà évité de tomber dans le piège de proposer de rediscuter le budget 2018. Ce budget préparé par l'équipe de Rajoy est déjà approuvé à la chambre basse mais il attend sa confirmation au Sénat. Le parti nationaliste basque (cinq députés) a voté pour Sánchez en échange de la promesse de ne rien toucher aux investissements publics promis au Pays basque.

Un exercice du pouvoir qui s'annonce donc bien difficile pour le nouveau Premier ministre qui a déjà démontré toute sa persévérance (voir son portrait en page 2).

## Déjà dans l'histoire

Mais Pedro Sánchez peut se dire qu'il est déjà entré dans l'Histoire en devenant le premier candidat à imposer une motion de défiance constructive en Espagne. Un dirigeant socialiste proche de Sánchez a reconnu qu'au moment de préparer sa motion, il pensait surtout à mobiliser l'opinion contre Rajoy (suite à la condamnation du PP pour corruption) plus qu'à tenter de s'accaparer le droit de gouverner. Pendant les deux jours de débat sur cette motion, Sánchez a insisté plusieurs fois auprès de Mariano Rajoy pour qu'il démissionne "avant le vote de la motion ! Partez !" Si le Premier ministre avait suivi ce conseil, la motion serait devenue caduque et aurait ouvert la porte à une ronde de candidats. L'obstination de Rajoy a donc fait le jeu de Sánchez.

## Défi catalan

Pour le nouveau Premier ministre, le problème le plus difficile reste la Catalogne. Il a soutenu Rajoy dans l'application de l'article 155 limitant l'autonomie catalane, mais il a suggéré aussi la négociation d'une réforme constitutionnelle qui proposerait un nouveau statut catalan dans une Espagne plus ou moins fédérale. Ce samedi, alors qu'il prêtera serment, le nouveau gouvernement catalan de Joaquim Torra s'installera, ce qui devrait signifier la fin de l'application de l'article 155.

Pour  
le nouveau  
Premier  
ministre,  
le problème  
le plus difficile  
reste  
la Catalogne.

## MARIANO RAJOY

63 ans

1996-2003

5 fois ministre et porte-parole  
du gouvernement conservateur  
de José Maria Aznar  
(Parti populaire)

2003

Secrétaire général du PP

2011

Le PP remporte les élections  
avec la majorité absolue  
Rajoy devient  
chef du gouvernement

Juillet 2017

Comparaît comme témoin  
dans un procès pour corruption  
visant le PP : l'affaire «Gürtel»

24 mai 2018

Le PP condamné  
dans l'affaire «Gürtel»

1<sup>er</sup> juin 2018

Rajoy renversé, après l'adoption  
d'une motion de censure  
déposée par les socialistes  
Pedro Sanchez le remplace

# “Le gouvernement socialiste commence avec une incohérence politique majeure : il doit exécuter un budget conservateur”

Entretien Maria Udrescu

**E**n faisant tomber le Premier ministre conservateur Mariano Rajoy ce vendredi, le socialiste Pedro Sanchez a écrit une page inédite de l'histoire espagnole. *“C'est la première fois qu'une motion de censure permet un changement de gouvernement”*, rappelle l'historien Benoît Pellistrandi, professeur au lycée Condorcet et spécialiste de l'Espagne contemporaine. *“Désormais, il faudra voir si, dans un contexte de crise politique intense, les citoyens accepteront que les socialistes, qui ont perdu le scrutin de 2016, prennent la responsabilité du gouvernement sans passer par la case des élections”*, précise-t-il.

**Au-delà de l'approbation des citoyens, Pedro Sanchez disposera-t-il du soutien politique nécessaire pour diriger l'Espagne ?**  
Cette motion de censure avait pour objectif de dire non à Rajoy. Non pas pour dire oui à Pedro Sanchez. Cela a été nécessaire parce que la motion de censure doit être constructive, ce qui veut dire que vous ne pouvez pas vous limiter à faire tomber un gouvernement, il faut aussi en proposer un nouveau. Dès lors, les partis qui ont fait de lui le leader du gouvernement vont de l'extrême gauche radicale avec Podemos jusqu'au centre droit, à savoir les nationalistes basques. Le gouvernement Sanchez commence avec une incohérence politique majeure : le budget préparé par le Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy sera maintenu en l'état. C'était la condition des nationalistes basques pour soutenir la motion de censure. Or, le Parti socialiste (PSOE) a voté, tout comme Podemos, contre ce budget 2018, qu'il qualifiait d'antisocial et de danger pour l'avenir de l'Espagne. Et il se retrouve maintenant à devoir l'exécuter.

De plus, ce budget doit encore être voté au Sénat, où le PP dispose d'une majorité absolue. Celui-ci pourrait donc voter contre son propre budget afin d'obliger Pedro Sanchez à reconstruire un budget et faire ainsi éclater les contradictions de son soutien politique.

**L'exécutif socialiste pourra-t-il gouverner à gauche ?**

Faire passer des lois sera compliqué. Depuis 2016, on assiste au Parlement le plus improductif de toute l'histoire de la démocratie espagnole. Ce, alors que le PP disposait d'une majorité de 136 députés, alors que le PSOE

en a 53 de moins. Celui-ci ne pourra faire passer que des lois strictement proclamatives, du style “il faut que l'humanité aille mieux”. Il y aura sans doute quelques mesures sociales. Mais le PSOE garde l'image de la catastrophe économique des années 2008-2011. Et il n'y a pas beaucoup de grain à moudre car le budget espagnol n'est pas encore sorti de la procédure de déficit excessif.

**Padro Sanchez devra aussi gérer les défis du pays, comme la crise catalane, à**

**l'heure où le nouveau gouvernement indépendantiste de la région entrera en fonction samedi...**

Les 17 députés indépendantistes catalans ont voté pour Pedro Sanchez. Il devra justifier le fait d'avoir accepté leurs voix alors qu'il avait affirmé le contraire en janvier.

Et puis, quelles propositions pourra-t-il faire aux indépendantistes catalans, alors qu'il insiste sur le fait que le cadre de discussions est la Constitution et le statut d'autonomie de la région, en aucun cas la construction de la République catalane ?

**Cette cacophonie politique profitera-t-elle aux nouveaux partis ?**

Les centristes de Ciudadanos peuvent renforcer leur position d'alternative crédible. Mais le fait de retarder les élections pourrait les paralyser. Leur calcul est de faire en sorte que le soufflet sondagier ne retombe.

Podemos se trouvera dans une position délicate. Il prétend qu'il y a désormais un gouvernement de gauche, alors que Pedro Sanchez s'est engagé à respecter le budget conservateur. Aussi, il réclame d'entrer dans le gouvernement. S'il y parvient, le parti nationaliste basque sera obligé de passer dans l'opposition. Et ce ballet serait insupportable pour l'opinion publique espagnole.

**Quid des partis traditionnels ? Le PSOE et le PP pourraient-ils tirer leur épingle du jeu ?**

L'énorme atout de Pedro Sanchez est qu'il est le maître du calendrier et peut déclencher à tout moment une procédure électorale. Il essaiera de rester au moins quelques mois au pouvoir pour faire comprendre aux citoyens qu'il a un projet pour l'Espagne. En effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le PSOE et le PP ont tous deux un même intérêt à ce que les élections anticipées aient lieu le plus tard possible – celles-ci pourraient être organisées en 2019, en même temps que les élections régionales et municipales de mai ou que les européennes de juin. Le PP peut pendant ce temps tenter de reconstruire un noyau conservateur pour arrêter l'hémorragie des électeurs vers Ciudadanos, les socialistes espèrent récupérer une partie du vote de gauche.

Reste que le capital politique du PSOE est extrêmement faible. Et que le parti est visé par des affaires judiciaires qui vont donner lieu à des sentences aussi dévastatrices que celles qui ont conduit à la chute de Mariano Rajoy. Il

n'est pas impossible que les électeurs espagnols soient tentés par le “dégagisme”, qui semble être une caractéristique majeure de l'électorat européen.

**Benoît Pellistrandi**

Historien, spécialiste  
de l'Espagne contemporaine